

Vu le décret du 2 juin 1997 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 4 juin 1997 modifié relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Mme Joëlle Vidal est nommée au cabinet de la secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle directrice adjointe du cabinet.

**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2000.

NICOLE PÉRY

**Arrêté du 3 juillet 2000 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la secrétaire d'Etat**

NOR: MESCO010842A

La secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels, modifié notamment par le décret n° 51-1030 du 21 août 1951 ;

Vu le décret du 2 juin 1997 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 4 juin 1997 modifié relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1998 portant nomination au cabinet de la secrétaire d'Etat à la formation professionnelle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Il est mis fin aux fonctions de Mme Anne Hidalgo, conseillère technique au cabinet de la secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle.

**Art. 2.** – Mme Anne Hidalgo est nommée conseillère auprès de la secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle.

**Art. 3.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2000.

NICOLE PÉRY

**Décisions du 2 juin 2000 portant Inscription à des tableaux d'avancement au grade d'inspecteur principal (inspection du travail)**

NOR: MES00010752B

Par décision de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 2 juin 2000, est inscrit sur le tableau d'avancement au grade d'inspecteur principal de la formation professionnelle de 1<sup>re</sup> classe au titre de l'année 2000 :

M. Lamperrière (Bernard).

NOR: MES00010753B

Par décision de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 2 juin 2000, est inscrit sur le tableau d'avancement au grade d'inspecteur principal de la formation professionnelle de 2<sup>e</sup> classe au titre de l'année 2000 :

M. Batisse (Gérard).

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Décret du 11 juillet 2000 portant détachement d'une magistrate**

NOR: JUSB9910082D

Par décret du Président de la République en date du 11 juillet 2000, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, Mme Mastracci (Nicole), conseillère à la cour d'appel de Paris, est placée en position de détachement auprès des services du Premier ministre, afin d'exercer les fonctions de présidente de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, pour une période de cinq ans à compter du 17 juin 1998.

**Décret du 11 juillet 2000 portant réintégration d'un magistrat**

NOR: JUSB0010216D

Par décret du Président de la République en date du 11 juillet 2000, M. Carrasco (Gaston), magistrat placé en position de disponibilité, est réintégré dans le corps judiciaire à compter du 17 décembre 2000, pour être admis à faire valoir ses droits à la retraite.

**Arrêtés du 20 juin 2000 relatifs à des situations administratives (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel)**

NOR: JUSA0000056A

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur en date du 20 juin 2000, M. Boulanger (Christian), conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, est placé en position de service détaché en qualité de sous-préfet auprès du ministre de l'intérieur, pour une durée de deux ans à compter du 30 août 1999, au titre de la mobilité.

NOR: JUSA0000057A

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur en date du 20 juin 2000, M. Leonardi (Christian), premier conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, est placé en position de service détaché en qualité de sous-préfet auprès du ministre de l'intérieur, pour une durée de deux ans à compter du 27 septembre 1999, au titre de la mobilité.

**Arrêté du 26 juin 2000 portant titularisation (administration centrale)**

NOR: JUSG0000023A

Par arrêté du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 26 juin 2000, sont titularisés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, dans le corps des attachés d'administration centrale du ministère de la justice, en qualité d'attachés, les agents contractuels de catégorie A du ministère de la justice dont les noms suivent :

M. Bouchon (Philippe) ;  
Mme Froger (Sylvaine), épouse François ;  
Mme Gama (Annie) ;  
Mme Pique (Isabelle), épouse Schwartz ;  
Mme Singer (Dominique).

**Arrêté du 10 juillet 2000 portant radiation des cadres (Conseil d'Etat)**

NOR: JUSA0000198A

Par arrêté du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 10 juillet 2000, Mlle Daverton (Magali), attachée d'administration centrale au Conseil d'Etat, est radiée des effectifs du personnel du Conseil d'Etat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999, date de sa nomination et de sa titularisation en qualité de conseiller de tribunal administratif.